

Grèce-Turquie : 6 minutes pour comprendre les origines d'un conflit qui peut embraser toute l'Europe

écrit par Gigoblet | 17 septembre 2020



D'abord, une video courte, didactique et très claire :

Grèce – Turquie : les origines du conflit en Méditerranée Orientale

Le 10 août 2020 un navire turque est déployé en méditerranée orientale. Ce navire est à la recherche d'un trésor à la valeur inestimable des réserves d'hydrocarbures. Depuis plusieurs années, la Turquie s'oppose à la répartition des zones d'exploitation en Méditerranée Orientale. Ces dernières semaines les tensions se sont accrues en vue d'une future négociation. Elena Aoun, chercheuse en relations internationales et Samuele Furfari, professeur en géopolitique de l'énergie nous aident à comprendre les enjeux de cette opposition entre les deux puissances.

Je signale aussi en passant que le chef du Mossad israélien considère aujourd'hui la Turquie comme la principale menace pour la paix dans la région (avant l'Iran ...). Et quand le

Mossad ouvre la bouche, j'ouvre mes oreilles ...

En complément, ci-dessous, cet article de mon ami Samuel Furfari dans Atlantico. RR a déjà publié l'un de ses articles à propos de l'imposture "écologique".

<https://resistancerepublicaine.com/2020/08/08/professeur-samuele-furfari-mais-arretez-donc-dennuyer-les-francais-avec-le-chauffage%E2%80%89/>

Cette stratégie de reconquête ottomane que poursuit Erdogan à travers les hydrocarbures en Méditerranée orientale

Samuel Furfari revient dans cette tribune sur les tensions entre la Turquie, la France et la Grèce en Méditerranée orientale et décrypte la stratégie de Recep Tayyip Erdogan.

Avec [Samuel Furfari](#)

[Atlantico avait en janvier dernier](#) déjà alerté ses lecteurs sur les enjeux gaziers en Mer du Levant, la zone de la Méditerranée orientale. L'UE ayant réagi mollement, la Turquie poursuit sa stratégie de déploiement, ce qui n'augure rien de bon pour la pacification de l'ensemble du Proche-Orient et au-delà. Est-ce que les déclarations d'Emmanuel Macron invitant Ankara à ne pas franchir une « ligne rouge » seront suffisantes pour mettre fin à la remise en cause des souverainetés en mer Méditerranée orientale ?

Une agitation grandissante à l'est de l'UE

L'agitation provoquée par la Turquie s'amplifie, mais en fait il n'y a sur le fond rien de neuf. Ce 25 août lors de la visite à Athènes de Heiko Maas, le ministre allemand des Relations extérieures en tant que président tournant de l'UE, son homologue grec, Nikos Dendias, a déclaré que l'« *on assiste à une tentative visant à mettre en œuvre des plans expansionnistes aux dépens des pays voisins et alliés. On assiste à l'expression d'idéologies néo-ottomanes, d'un expansionnisme et d'un contrôle déraisonnables de la Méditerranée.* ». La Grèce a bien raison de déplorer cette attitude d'Ankara dont les violations flagrantes et absolument condamnables du droit international sapent la stabilité de toute la région. Les frontières de deux états membres de

l'Union européenne (UE) – la Grèce et Chypre – sont en danger parce que Recep Tayyip Erdoğan vise la restauration d'une forme d'Empire ottoman. L'inauguration en grande pompe de la transformation partielle de Sainte-Sophie en mosquée, le jour même du 97^e anniversaire de la signature du traité de Lausanne, est un signe tangible. Erdogan, qui a récité un passage du Coran, a montré à qui veut bien ouvrir les yeux sa détermination à redonner la grandeur perdue à son pays.

Mais, il n'y a pas que cela. La Turquie ne pourra pas être ni un petit ni un grand nouvel empire ottoman si elle ne dispose pas d'énergie abondante et bon marché, c'est-à-dire sans hydrocarbures. L'hydrogène qui n'existe pas doit être produit à partir d'hydrocarbures (la fable de la production d'hydrogène à partir des énergies renouvelables est grotesque, comme je le montre dans un livre qui sera publié la semaine prochaine). Le monde – et donc également l'éventuel empire d'Erdogan – aura besoin pendant longtemps d'hydrocarbures. Si l'avenir du monde ne dépendait que des énergies renouvelables, il n'y aurait pas toute cette agitation qui frôle la guerre à l'est de l'UE.

La nouvelle géographie de la mer du Levant

Lorsque Ronald Reagan arrive au pouvoir après le second choc pétrolier de 1979, les compagnies pétrolières internationales chassées comme des malpropres du Moyen-Orient doivent trouver de nouvelles réserves pétrolières afin de satisfaire la demande toujours croissante de mobilité. Le président des États-Unis écoute les géologues qui savent que le long des côtes il y a des roches sédimentaires et qu'elles sont susceptibles de contenir des hydrocarbures. Reagan lance ce qui allait devenir la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer conclue en 1982 à Montego Bay. Cette révolution en matière de droit marin accorde aux états côtiers la possibilité de décréter dans son espace maritime une zone économique exclusive (ZEE) sur une distance de 200 miles marins (360 km). Ainsi, tous les pays maritimes du monde se sont empressés d'élargir leur espace, malgré les longues discussions de délimitation de ces nouvelles frontières qu'il a fallu résoudre partout où la distance entre deux pays est inférieure à 400 miles marins.

Ce nouveau droit de la mer a donné à Israël la possibilité de découvrir d'importants gisements de gaz dans sa ZEE. Le gaz des gisements de Tamar et Léviathan lui permet d'abandonner sa production d'électricité à partir du charbon et d'en vendre à la Jordanie. Ensuite l'Égypte et Chypre – et donc l'UE – sont aussi entré dans cette course aux hydrocarbures. Grâce au gisement de Zohr, découvert par l'entreprise publique italienne ENI (on va y revenir !), l'Égypte dispose à présent d'une énergie abondante et bon marché qui la libère de contraintes économiques et géopolitiques.

La Turquie étant consciente que la présence des îles grecques de la mer Égée si proches de sa côte réduisait à pratiquement zéro sa ZEE n'a pas adhéré à la Convention. Elle espère donc faire ce qu'elle veut puisque l'UE fait preuve d'inaction.

Il y a bien longtemps, le 26 août 1071 la montée en puissance des Turcs a conduit à la bataille de Mantzikert, dans l'est de l'Anatolie, qui fut une défaite déterminante pour l'Empire romain d'Orient. L'Empire byzantin connaissait des difficultés internes résultant de rivalités entre les grandes familles impériales, désireuses de s'emparer du pouvoir suprême. Ces querelles ont détourné l'armée de la défense des frontières. Aujourd'hui, l'UE est confrontée elle aussi à des querelles internes et à la négligence de ses frontières, tout occupée à décarboner son économie. Quels intérêts peuvent avoir – par exemple les Pays baltes, le Portugal ou l'Espagne – dans la défense ses frontières grecques ? D'autant plus que rien ne les lie aux hydrocarbures en mer du Levant et qu'ils ne doivent pas subir les flots de migrants libérés par Erdogan lorsque cela l'arrange.

En 2018, la République de Chypre – donc l'UE – demande à ENI de prospecter dans un bloc de sa ZEE, mais Erdogan s'y oppose et dépêche cinq bâtiments de sa marine militaire. La vaine irritation de l'UE n'a rien pu faire de sorte que le navire d'exploitation Saipem 12000 est contraint d'aller prospecter ailleurs (en l'occurrence, au large du Maroc). La méthode diplomatique impuissante face à la détermination d'Ankara se répète et se répètera tant que des mesures fermes ne seront pas prises pour mettre fin à l'arrogance du gouvernement d'Ankara.

La Turquie lorgne la Libye

La Libye joue un rôle central dans cette affaire internationale. Afin d'avancer ses pions dans cette partie d'échecs, le président turc a profité de la guerre civile entre Fayez al-Sarraj et le maréchal Khalifa Haftar. Ce dernier a participé avec colonel Mouammar Kadhafi lorsqu'ils chassèrent en 1969 le roi Idris, aussi afin de contrôler la production d'hydrocarbures du pays. Erdogan et Haftar gravitant dans le réseau des Frères musulmans, la Turquie a soutenu militairement le Premier ministre libyen. Cet architecte vivait à Tunis lorsqu'en 2016 la marine militaire italienne l'a accompagné à Tripoli. Certes, les liens entre l'Italie et son ancienne colonie sont compréhensibles. Mais avant que l'on n'y découvre des hydrocarbures qui intéressent aujourd'hui la Turquie, les opposants italiens à la colonisation appelaient la Libye « lo scatolone di sabbia » (la grande boîte de sable). C'est bien le pétrole libyen – parmi ceux de meilleure qualité au monde – et ses réserves de gaz naturel qui intéressent l'Italie... et la Turquie.

Ce 2 septembre, Luigi Di Maio, le ministre italien des Relations extérieures, s'est rendu à Tripoli à la plus grande satisfaction de la fédération pétrolière italienne. Dans un communiqué de presse, Federpetroli a souligné l'importance de la visite qui est « *pour le secteur du pétrole et du gaz, un pas en avant pour les activités énergétiques italiennes et internationales en Libye* ». Les revenus des hydrocarbures étant essentiels pour la survie de la Libye, il n'est pas surprenant que les belligérants aient fini par débloquent des exportations de pétrole. Le début d'une production de pétrole brut a été annoncé en juillet dernier. M. Di Maio agit comme Silvio Berlusconi qui avait, il y a une dizaine d'années assuré une collaboration avec le gouvernement libyen pendant l'ère Kadhafi, ce qui avait conduit à la construction du gazoduc Green-stream pour alimenter la Sicile en gaz libyen. On observera que dans le domaine de l'énergie on n'en est pas à une contradiction près entre les déclarations politiquement correctes et les faits. Le mouvement 5 Etoiles de M. Di Maio veut interdire les forages pétroliers dans les eaux italiennes, mais veut bien aller en produire ailleurs. Les compagnies pétrolières et gazières italiennes, et particulièrement

ENI, sont impatientes de fonctionner à plein rendement en Libye. La fédération pétrolière italienne prévoit des réunions pour un retour rapide dans ce pays d'Afrique du Nord où de nombreux projets importants pour l'industrie italienne étaient en préparation.

Comme je l'ai montré ici même dans ma tribune de janvier, le subterfuge consistant à prétendre une continuité géographique des espaces maritimes entre l'Italie et Libyen ne tient pas ni en droit ni géographiquement. Mais Erdogan possède d'autres atouts pour recommencer sa conquête par la Libye. Après les Arabes et les Berbères, les Kouloughlis forment en nombre la troisième ethnie de la Libye. Ces descendants de mariages mixtes entre des ottomans et des autochtones constituent une élite libyenne et le Premier ministre en fait partie.

Forte présence historique turque, frères musulmans, et hydrocarbures justifient amplement la détermination d'Erdogan pour s'implanter durablement en Libye et au-delà dans le nord de l'Afrique.

Ahmet Davutoğlu, l'ancien Premier ministre turc, dans son best-seller publié en 2001 *La Profondeur stratégique*, prône une Turquie qui se pose en héritière de l'Empire ottoman, et marque sa différence avec l'Occident. Erdogan suit cette pensée du cet universitaire très respecté : il développe une stratégie pour reformer l'arc islamique du Maroc à la Malaisie, pays où il a enseigné à l'université internationale de l'Islam. Il prétendait développer une politique de « zéro problème avec les voisins », mais Erdogan, aussi à cause de son besoin en énergie abondante et bon marché en a fait « zéro voisin sans problème ».

Il est temps que l'UE rompe définitivement les négociations d'adhésion de la Turquie au lieu de se contenter de les maintenir suspendues. La Turquie a trop besoin d'énergie pour reconstituer l'Empire ottoman. Les ennuis ne cesseront pas.

Le dernier ouvrage de Samuel Furfari est "L'utopie hydrogène".

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3592338/cette-strategie-de-reconquete-ottomane-que-poursuit-erdogan-a-travers-les-hydrocarbures-en->

[mediterranee-orientale-furfari](#)